

#### **SESSION 2014**

## AGRÉGATION CONCOURS INTERNE ET CAER

Section: SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

#### COMPOSITION ÉLABORÉE À PARTIR D'UN DOSSIER

Durée : 6 heures

L'usage de tout ouvrage de référence, de tout dictionnaire et de tout matériel électronique (y compris la calculatrice) est rigoureusement interdit.

Dans le cas où un(e) candidat(e) repère ce qui lui semble être une erreur d'énoncé, il (elle) le signale très lisiblement sur sa copie, propose la correction et poursuit l'épreuve en conséquence.

De même, si cela vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement.

NB: La copie que vous rendrez ne devra, conformément au principe d'anonymat, comporter aucun signe distinctif, tel que nom, signature, origine, etc. Si le travail qui vous est demandé comporte notamment la rédaction d'un projet ou d'une note, vous devrez impérativement vous abstenir de signer ou de l'identifier.

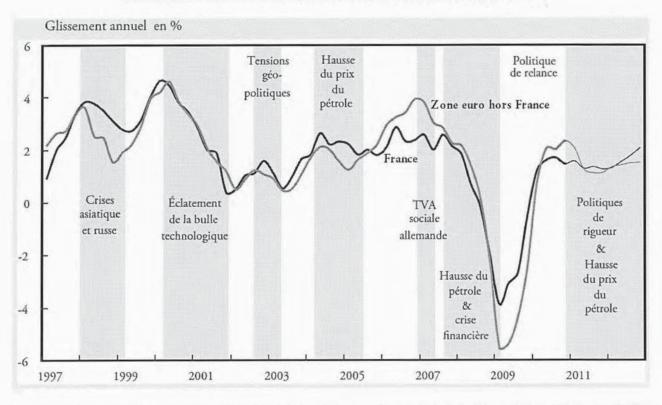


Il est demandé au candidat de construire, à partir de ce dossier, et pour une classe de Terminale, le plan et le contenu d'une séance de travail de deux heures, intégrant obligatoirement des travaux à réaliser par les élèves. Le candidat doit indiquer les documents retenus parmi ceux que comporte le dossier et en justifier le choix, en présentant les modes d'exploitation en classe de ces documents, en dégageant les résultats à attendre de cette exploitation sous la forme d'une synthèse à enregistrer par les élèves, en prévoyant les procédures d'évaluation des acquisitions escomptées, en signalant, enfin, les ouvrages ou articles qui pourraient être conseillés, d'une part, au professeur, d'autre part, éventuellement, aux élèves, pour l'approfondissement du sujet étudié.

Comment expliquer les fluctuations économiques ?

(Le dossier comporte 8 documents)

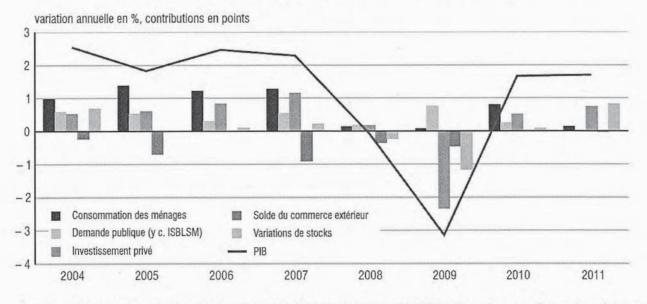
#### Croissance du PIB en France et dans le reste de la zone euro



Source : France : Croissance austère, Perspectives 2011-2012 pour l'économie française, Revue de l'OFCE, n° 117, 2011/2.

#### Document 2

#### Contribution des principaux agrégats à la croissance du PIB en France



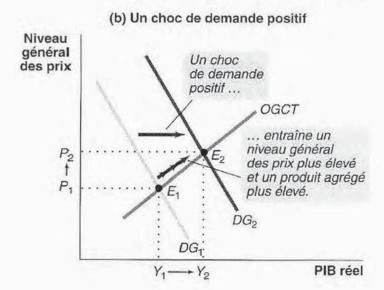
Source : Denis Boisnault, Clovis Kerdrain, Geoffrey Lefebvre, « En 2011, la croissance française résiste aux chocs », *L'économie française*, édition 2012, INSEE.

L'origine de la Grande Dépression fut un choc de demande négatif, l'effondrement de la richesse et de la confiance des entreprises et des consommateurs qui suivirent le krach boursier de 1929 et la crise bancaire de 1930-1931. La dépression prit fin grâce à un choc de demande positif - l'énorme augmentation des dépenses de l'État au cours de la Deuxième Guerre mondiale. En 2008, l'économie américaine connut un autre choc de demande négatif important au moment où le marché immobilier passa de la hausse à la baisse, amenant les consommateurs et les firmes à réduire leurs dépenses.
[...]

La figure 12.12 montre les effets à court terme de chocs de demande négatifs ou positifs. Un choc de demande négatif déplace la courbe de demande globale DG vers la gauche de DG<sub>1</sub> en DG<sub>2</sub>, comme l'indique le graphique (a). L'économie se déplace vers le bas de la courbe OGCT de E<sub>1</sub> en E<sub>2</sub>, entraînant un produit agrégé d'équilibre de court terme plus faible et un niveau général des prix d'équilibre de court terme plus faible. Un choc de demande positif déplace la courbe de demande globale DG vers la droite, comme l'indique le graphique (b). Ici, l'économie se déplace vers le haut de la courbe OGCT de E<sub>1</sub> en E<sub>2</sub>. Cela entraîne un produit agrégé d'équilibre de court terme plus élevé et un niveau général des prix d'équilibre de court terme plus élevé. Les chocs de demande amènent le produit agrégé et le niveau général des prix à se déplacer dans la même direction.

(a) Un choc de demande négatif Niveau général Un choc des prix de demande négatif ... OGCT entraîne un PI niveau général des prix plus faible et un produit agrégé plus faible. DG<sub>1</sub> DGg PIB réel -Y,

Figure 12.12 Les chocs de demande [...]



**-2-**

#### 12.3.3 Les déplacements de la courbe OGCT

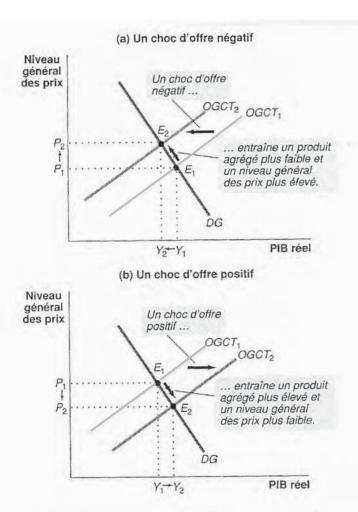
[...]

On appelle **choc d'offre** un événement qui déplace la courbe d'offre globale à court terme, tel qu'une variation du prix des produits de base, des salaires nominaux ou de la productivité. Un choc d'offre *négatif* augmente les coûts de production et réduit la quantité que les producteurs sont disposés à offrir pour tout niveau général des prix donné, entraînant un déplacement vers la gauche de la courbe d'offre globale à court terme. La plupart des économies ont connu un choc d'offre négatif important à la suite des ruptures de l'offre mondiale de pétrole en 1973 et 1979. En revanche, un choc d'offre *positif* réduit les coûts de production et augmente la quantité offerte pour tout niveau général des prix donné, entraînant un déplacement vers la droite de la courbe d'offre globale à court terme. Les États-Unis ont connu un choc d'offre positif entre 1995 et 2000, au moment où la généralisation de l'usage d'internet et d'autres technologies de l'information entraîna une forte croissance de la productivité.

Les effets d'un choc d'offre négatif sont indiqués au graphique (a) de la figure 12.13. L'équilibre initial est en  $E_1$ , pour un niveau général des prix  $P_1$  et un produit agrégé  $Y_1$ . La rupture de l'offre de pétrole entraîna un déplacement vers la gauche de la courbe d'offre globale à court terme, de OGCT $_1$  en OGCT $_2$ . Le résultat est une diminution du produit agrégé et une augmentation du niveau général des prix, un déplacement vers le haut sur la courbe DG. Au nouvel équilibre  $E_2$ , le niveau général des prix d'équilibre de court terme,  $P_2$ , est plus élevé, et le niveau de produit agrégé d'équilibre de court terme,  $Y_2$ , est plus faible qu'avant.

Un choc d'offre positif, comme celui indiqué au graphique (b), a les effets exactement opposés.

Figure 12.13 Les chocs d'offre



Source : Paul Krugman, Robin Wells, Macroéconomie, de Boeck, 2009 (2011, 2ème tirage).

Malgré une légère baisse après le pic du deuxième trimestre 2011, les prix du pétrole sont restés nettement supérieurs à leur niveau de 2010 tout au long de l'année 2011. Les prix des matières premières non énergétiques ont plus nettement ralenti au printemps 2011, avec notamment un ralentissement des cours des métaux de base.

[...] Pour les pays importateurs de pétrole et de matières premières alimentaires, une hausse des prix constitue un prélèvement sur les agents privés. D'une part la progression de l'inflation ampute le pouvoir d'achat des ménages, ce qui comprime leur demande. D'autre part, la hausse des prix des matières premières constitue un prélèvement sur les entreprises dans la mesure où elle est en partie absorbée par la baisse des marges des entreprises qui ne répercutent pas l'intégralité de leurs hausses de coût aux consommateurs. Du fait de la hausse des prix des consommations intermédiaires correspondantes l'investissement est en général réduit. Pour la zone euro, comme pour les États-Unis, ces mécanismes internes sont en général renforcés par la baisse des exportations : la hausse des prix du pétrole et des matières premières affecte aussi négativement leurs principaux partenaires commerciaux qui sont également importateurs nets de pétrole et matières premières. [...]

Le rythme de progression de l'activité a été réduit au total de l'ordre de 0,4 % aux États-Unis, de 0,5 % en France et de 0,6 % en Allemagne. Malgré sa meilleure performance à l'exportation vis-àvis des pays producteurs de pétrole, l'économie allemande est en effet plus intensive en pétrole

que l'économie française. [...]

L'inquiétude concernant la situation des dettes souveraines de la zone euro s'est accrue de nouveau brusquement à l'été 2011, provoquant une chute des marchés financiers. [...] Les tensions sur les dettes souveraines européennes se sont également transmises aux marchés interbancaires, reflétant l'exposition des banques aux dettes souveraines de la zone euro et les conditions de financement des agents privés se sont durcies, en particulier à la fin 2011.

Une hausse des taux longs a pour principale conséquence une hausse du coût du capital. Celle-ci pèse sur l'investissement des entreprises et également, mais dans une moindre mesure, sur l'investissement immobilier des ménages. La hausse du coût du capital accroît également les prix de production, ce qui nuit à la compétitivité-prix. Ceci pèse sur les exportations tout en soutenant les importations.

Cette hausse des prix de production accroît en outre progressivement les prix à la consommation, ce qui freine la consommation des ménages. Enfin, la hausse des taux engendre une baisse de la valeur des actifs, ce qui peut entraîner une baisse de la consommation des ménages par un effet de richesse.

L'activité d'un pays est également affectée par les évolutions de taux longs de ses principaux partenaires commerciaux *via* le canal du commerce. Une baisse de la demande au sein d'un des pays de la zone euro a un effet important sur l'activité de ses voisins, en raison de la forte interdépendance des pays qui la composent. [...]

Au total, la crise des dettes souveraines a eu un effet récessif dans la zone euro, avec une perte d'activité de l'ordre de 0,2 point de croissance en 2011. [...]

Pour faire face à ces pressions sur leurs conditions de financement, la plupart des gouvernements européens ont mis en œuvre dès début 2011 des mesures de consolidation budgétaire. Celles-ci ont réduit la croissance de l'activité dans la zone euro de l'ordre de 0,6 point. [...]

Le 11 mars 2011 un séisme de magnitude 9,0 suivi d'un tsunami a frappé la région de Tohoku au Japon. [...]

Après le séisme, les infrastructures industrielles et de transport de la région de Tohoku ont été partiellement détruites (rails, routes, port). Faute d'approvisionnement suffisant en pièces et composants, de nombreuses chaînes de production de l'archipel ont été arrêtées, principalement dans les secteurs automobile, naval, chimique, et dans la production électronique et informatique. [...]

Le séisme a provoqué un recul brutal de l'activité japonaise. En mars la production industrielle a chuté de 16 % et la consommation des ménages de 5 %. Les exportations ont été affectées avec retard et le point bas a été atteint en avril avec un recul de plus de 10 %. Le Japon est entré en récession : le PIB s'est effondré de 2,0 % au premier trimestre 2011 et a reculé de nouveau de 0,3 % au deuxième trimestre.

L'impact du séisme ne s'est pas limité au Japon. L'arrêt de la production dans la région autour de Sendai et dans le reste de l'archipel a engendré des difficultés d'approvisionnement et des ralentissements de production lorsque la spécialisation japonaise était importante et qu'aucun substitut n'était disponible rapidement (secteur automobile, composants électroniques). Par ailleurs, la chute des exportations de produits finis japonais a freiné la consommation des ménages, par exemple les achats automobiles aux États-Unis. Les échanges mondiaux ont ainsi reculé de 0,6 % au deuxième trimestre 2011. [...]

Cette catastrophe naturelle peut se décomposer en deux chocs : un choc de demande, qui passe par une baisse de la consommation et de l'investissement ; un choc d'offre matérialisé par un arrêt de la production industrielle et une perte de productivité. Ils se traduisent respectivement par une contraction des exportations de produits finis vers le Japon et par une rupture des chaînes d'approvisionnement et de production internationales.

Source: Dorian Roucher (*Division Synthèse Conjoncturelle*), Matthieu Lequien, Amélie Mauroux, (*Division Croissance et Politiques macroéconomiques*), « Zone euro et États-Unis en 2011: l'activité est freinée par les chocs », *Note de Conjoncture*, INSEE, juin 2012.

#### Document 5

[...] L'égalité de l'épargne et de l'investissement, qui est nécessairement vérifiée dans l'ensemble du système, ne l'est nullement dans le cas d'un individu isolé. Il n'y a aucune sorte de raison pour que le montant de l'investissement nouveau dont je suis l'auteur soit lié par une relation quelconque au montant de mes épargnes personnelles. C'est à très juste titre que l'on considère le revenu d'un individu comme indépendant de ce qu'il consomme et investit personnellement. Mais ceci, nous sommes obligé de le signaler, n'aurait pas dû faire oublier que la demande créée par la consommation et l'investissement d'un individu est la source du revenu des autres individus et que par suite le revenu en général n'est pas indépendant, bien au contraire, de la propension des individus à dépenser et à investir. Puisque le penchant des individus à dépenser et à investir dépend lui-même de leurs revenus, une relation se trouve établie entre les épargnes globales et l'investissement global, et il est très facile d'établir, sans que raisonnablement on puisse le contester, que cette relation ne saurait être qu'une stricte égalité. A vrai dire, cette conclusion est des plus banales. Mais elle ouvre la voie à une suite de raisonnements qui commandent des sujets plus importants. On démontre que, d'une manière générale, le volume réel de la production et de l'emploi dépend, non de la capacité de production ou du niveau préexistant des revenus, mais des décisions courantes de produire, lesquelles dépendent à leur tour des décisions d'investir et de l'estimation actuelle des montants de la consommation courante et future. En outre, dès que l'on connaît la propension à consommer et à épargner (comme nous l'appellerons), c'est-à-dire la résultante pour la communauté entière des penchants psychologiques individuels concernant la manière d'employer des revenus d'un certain montant, on peut calculer le niveau des revenus et partant le niveau de la production et de l'emploi qui assurent l'équilibre du profit lorsque l'investissement nouveau est d'un montant donné ; et ceci sert de point de départ à la doctrine du Multiplicateur. Ou encore il devient évident que, toutes choses étant égales d'ailleurs, un renforcement de la propension à épargner contracte les revenus et la production, tandis qu'un accroissement de l'incitation à investir les développe. On peut aussi analyser les facteurs qui, dans le système tout entier, déterminent le revenu et la production; on a, au sens propre du terme, une théorie de l'emploi. De ce raisonnement découlent des conclusions qui touchent spécialement les problèmes de finances publiques et de politique nationale en général ainsi que les problèmes du cycle économique.

Source: J. M. Keynes (1936), Préface pour l'édition française, Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, Éditions Payot, 1942.

Rétrospectivement, il se dégage un large consensus autour de l'idée que la stabilité monétaire des années 1990-2000 s'est révélée préjudiciable à la stabilité financière puisqu'elle a incité les acteurs économiques, et tout particulièrement les banques, à prendre davantage de risques. Dans ce contexte, [...] la crédibilité des banques centrales a été une « épée à double tranchant » : elle explique à la fois leur succès passé et leur infortune actuelle. Les banques centrales sont parvenues dans les années quatre-vingt-dix à ancrer les anticipations des agents économiques à un niveau bas d'inflation. Mais, ce faisant, elles ont aussi contribué à nourrir un sentiment exagéré de sécurité et de confiance favorisant une prise de risque et un endettement excessif [...]. Ce « paradoxe de la crédibilité » en rejoint un autre, développé par Hyman Minsky dans les années soixante-dix : le « paradoxe de la tranquillité ». Selon cette analyse, les crises de surendettement se préparent lorsque tout va bien et que les agents économiques (ménages, entreprises) profitent de la croissance et des taux d'intérêt bas non seulement pour emprunter, ce qui serait individuellement rationnel, mais pour emprunter trop, et d'une manière contagieuse. Lorsque les taux d'intérêt se retournent, en particulier du fait du resserrement de la politique monétaire. l'endettement qui paraissait soutenable compte tenu du niveau modéré des taux d'intérêt, devient insupportable et vire au surendettement. La séquence ainsi décrite correspond bien aux étapes qui ont conduit à la crise des subprimes de 2007.

[...] Lorsque la Banque centrale est crédible, les anticipations d'inflation sont ancrées sur l'objectif de long terme de celle-ci. Une liquidité abondante mettra alors beaucoup de temps à se transformer en inflation : les banques centrales tarderont trop à relever leur taux d'intérêt pour empêcher la formation de déséquilibres financiers.

Les liens entre stabilité monétaire et stabilité financière sont donc autrement plus complexes que ne le supposait la stratégie des banques centrales avant la crise. La causalité entre ces deux missions est à double sens : tantôt la stabilité monétaire « cause » la stabilité financière, tantôt c'est la stabilité financière qui influence la stabilité monétaire. Cette influence bilatérale peut en outre s'exercer positivement ou négativement : dans certaines situations la stabilité monétaire favorise la stabilité financière, dans d'autres elle la défavorise. Et le processus est réciproque pour ce qui concerne l'influence de la stabilité financière sur la stabilité monétaire. Cela signifie que ces deux missions peuvent être convergentes et ainsi se renforcer mutuellement. C'est le cas face à un choc de demande positif, face à un choc inflationniste, ou encore, face à une poussée des prix d'actifs : dans ces trois cas, rétablir la stabilité monétaire comme la stabilité financière nécessite une seule et même action, une hausse des taux d'intérêt [...]. Mais les deux missions peuvent aussi entrer en conflit. [...] Le risque de conflit existe dès que le rétablissement de la stabilité monétaire nécessite une action correctrice qui va à l'encontre de la stabilité financière ou, inversement, qui aide à rétablir la stabilité financière au détriment de la stabilité monétaire. Artus<sup>(1)</sup> [...] fournit plusieurs exemples :

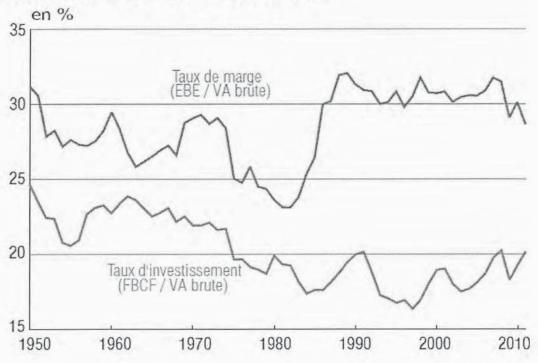
- choc sur le partage profits/salaires : la part des salaires baisse, les prix des actifs (actions) augmentent, mais la demande de biens et l'inflation diminuent ; il faudrait alors freiner les prix des actifs (et probablement le crédit) et soutenir la demande ;
- fort effet négatif de l'inflation sur la demande de biens, dû, par exemple, à la perte de richesse réelle ou à la compétitivité-prix, ou au fait que l'inflation vient du prix des matières premières, et qui l'emporte sur l'effet positif lié à la baisse des taux d'intérêt réels.

Source : Jean-Paul Betbèze, Christian Bordes, Jézabel Couppey-Soubeyran, Dominique Plihon, « Banques centrales et stabilité financière », Rapport du CAE, 2011.

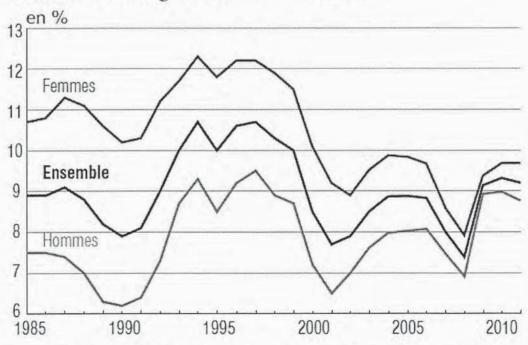
 Patrick Artus: « Quand y a-t-il conflit d'objectifs pour la politique monétaire? », NATIXIS Flash Économie, n°205, 3 mai 2010.

# Des indicateurs pour la France

### Taux de marge et taux d'investissement des sociétés non financières de 1950 à 2011



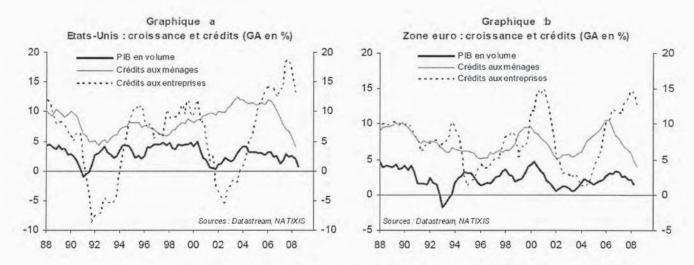
## Taux de chômage entre 1985 et 2011



Champ: France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus (âge courant).

Source: Tableau de l'économie française, INSEE, 2013.

#### Evolution du crédit aux ménages et aux entreprises, depuis la fin des années 1980, dans les cycles économiques



Source : « Les banques amplifient-elles les cycles ? », Flash Economie, n°504, Natixis, 6 novembre 2008.